Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/En-Allemagne-la-revolution

12 décembre 2012

En Allemagne, la révolution énergétique accélère la sortie de crise

[…] Député Vert au Bundestag, porte-parole de son groupe pour les questions énergétiques, Hans-Josef Fell est l'un des pères de la loi EGG sur les énergies renouvelables, en 2000, qui a permis l'explosion des énergies renouvelables en Allemagne. Dix ans après, il s'est trouvé un nouveau cheval de bataille : le plan de relance, dont les pays industrialisés ont besoin en ces temps de bérézina financière, doit être, selon lui, un plan de soutien aux énergies vertes. Le levier : un tarif de rachat réglementaire qui oblige les fournisseurs d'électricité à payer plus cher le courant produit par les éoliennes, panneaux solaires, barrages, et la biomasse.

"Les pays qui ne développeront pas les énergies renouvelables perdront la compétition économique, explique-t-il. Ceux qui en resteront aux hydrocarbures garderont tous les problèmes qui leur sont liés. Et ce raisonnement s'applique aussi au nucléaire. Regardez : les deux pays qui sont sortis en premier de la crise économique sont l'Allemagne et la Chine. Tous les deux sont bons en énergies renouvelables. C'est le seul secteur industriel en développement, et il tire derrière lui les industries conventionnelles : l'aluminium, le verre, l'acier pour la fabrication des panneaux solaires et des turbines d'éoliennes"

Il y a dix ans, la loi allemande a garanti aux producteurs d'énergies renouvelables un tarif de rachat préférentiel acquitté par les énergéticiens qui revendent le courant sur le réseau national. Depuis, l'Allemagne est devenue le leader mondial dans la production de panneaux photovoltaïques et l'un des plus gros producteurs d'éoliennes. En dix ans, 300000 emplois ont été créés dans ce secteur. Ce sont des dispositifs similaires que la France et l'Espagne ont ensuite mis en place, et que leurs gouvernements revoient à la baisse aujourd'hui, estimant qu'ils leur coûtent désormais trop cher. "Mais la grosse différence avec nous, poursuit le député Vert, c'est que nos tarifs de rachats ne sont pas des subventions ! C'est une régulation. La distinction est très importante. Ce ne sont pas les contribuables qui doivent payer. C'est l'argent des compagnies. Cet argent-là, contrairement aux fonds publics, n'est pas rare." A la différence de la France, où EDF bénéficie toujours d'un monopole sur la distribution du courant, le marché de l'électricité en Allemagne est ouvert à la concurrence, et dominé par quatre acteurs historiques : les électriciens Eon, RWE, EnBW et le suédois Vattenfall.

Aux yeux du parlementaire Vert, "la loi sur les énergies renouvelables est un vrai programme de relance sans avoir à emprunter de l'argent public. Je suis très optimiste pour leur développement

industriel. Personne ne pourra l'arrêter". Ce qui n'empêche pas le gouvernement allemand de prévoir l'ouverture de nouvelles centrales au gaz et au charbon pour assurer son approvisionnement énergétique pendant sa période de sortie du nucléaire (fixée à 2022).

"Le privilège de ne pas apprendre"

Tous ne partagent pas cet enthousiasme débordant : "La vérité est que l'Allemagne se sort de cette crise grâce à son industrie, les énergies renouvelables font partie de notre tissu industriel, mais le cœur de la résistance de notre économie, c'est la force de ses industries de haute technologie en général", analyse Jürgen Trittin, député Vert et ancien ministre de l'Environnement du gouvernement Schröder.

Beaucoup partagent le constat que le choc est dur pour la vieille économie, et que les acteurs traditionnels du marché sont confrontés à ce qui finit par ressembler à une révolution des comportements. De plus en plus de consommateurs quittent leurs fournisseurs habituels d'électricité (l'un des quatre "grands") pour se tourner vers des fournisseurs "verts" locaux, ou un service municipal d'énergie. Ou bien encore, ils vivent dans une région qui entame une transition vers un mix énergétique "100 % renouvelable". Ces régions se sont constituées en mouvement, les régions à énergie 100 % renouvelable : www.100-ee.de

Plus de trois millions d'Allemands sont ainsi passés à des fournisseurs d'électricité verts, observe Martin Janicke, universitaire, fondateur du centre de recherche sur les politiques environnementales de la Freie Universität de Berlin. Environ un quart de la population allemande aujoud'hui vit dans ce tissu de petites villes et villages rassemblés dans le réseau "100 % renouvelable".

Les électriciens traditionnels "restent dominants mais ont beaucoup perdu, poursuit le chercheur. Leurs marchés se rétrécissent, la concurrence se durcit". Les grandes compagnies d'électricité "ne se sont pas lancées immédiatement dans les énergies renouvelables" car "elles n'y croyaient pas du tout", "elles considéraient que les renouvelables resteraient marginales et n'étaient qu'un feu de paille", note Céline Marcy, chercheuse à l'Iddri, dans le nouveau numéro de la revue Global Chance – consacré à une comparaison de l'énergie en France et en Allemagne.

En 2011, après la fermeture des plus vieilles centrales nucléaires à la suite de l'accident de Fukushima, pour la première fois, les énergies renouvelables ont dépassé l'atome dans l'approvisionnement énergétique allemand.

Conseiller sur les politiques énergétiques depuis 1974, Martin Janicke, rencontré dans sa maison du quartier aux rues pavées et aux jardinets verdoyants des alentours de la Freie Universität, au sud de Berlin, soupire : "Nous avons perdu tellement de temps... Pourquoi ? la science politique nous enseigne que les puissants ont le privilège de ne pas apprendre. Ils n'ont pas besoin de réfléchir puisqu'ils dominent. Les gros électriciens en situation d'oligopoles sont comme un tank : ils peuvent être stupides et aveugles puisqu'ils écrasent tout sur leur passage. Mais quand le réservoir d'essence est vide, ils ne peuvent plus avancer. Ce que nous vivons aujourd'hui, c'est un véritable changement de paradigme."

Désormais, "vous pouvez choisir votre "portfolio énergétique" sur internet", remarque Lutz Mez, spécialiste des politiques énergétiques et ancien directeur du centre sur les politiques environnementales de la Freie Universität. D'ailleurs, pour l'eurodéputé luxembourgeois Claude Turmes, éminent spécialiste des énergies renouvelables, il existe une analogie entre ces bouleversements énergétiques et la chute de l'industrie du disque avec l'avènement d'internet et du format numérique : "Ces énormes entreprises sont aussi très fragiles." Quelque chose comme la fin d'un ordre économique.

Multiplication des panneaux solaires sur les toits des logements, des grandes surfaces, des bâtiments

publics, construction de parcs éoliens sur d'anciens champs agricoles, ouverture d'usines de biogaz... "Aujourd'hui en Allemagne, beaucoup de gens sont producteurs d'électricité : des propriétaires, des entreprises locales, des services municipaux...", énumère Hans-Josef Fell. Même Greenpeace est devenue producteur d'énergie, avec une petite unité à but non lucratif. Avec les premières directives européennes de libéralisation du marché européen de l'énergie, E-On a mis en vente une partie du réseau qu'il possédait. Et avec la fin des concessions sur les réseaux locaux d'électricité (mais aussi pour l'eau et le gaz), des communes se sont portées acquéreurs pour un ensemble de raisons : plus d'autonomie énergétique, maîtrise des coûts, développement économique. En municipalisant leur courant, des petites villes s'associent et mutualisent leurs investissements, choisissent – ou non – des sources renouvelables d'électricité, tout en continuant à s'approvisionner au réseau si nécessaire.

"C'est une alternative claire au vieux modèle oligopolistique carbo-nucléaire", pointe Martin Janicke, pour qui "derrière la révolution techologique et le boom économique, il y a l'innovation sociale : le changement de mentalités et de comportements des gens. C'est très important, c'est un mouvement populaire, local et qui se développe très vite." Un mouvement parti de la base de la société avant d'en atteindre le sommet. "Rien de cela ne peut se comprendre sans prendre en compte la forte poussée du mouvement écologiste en Allemagne, poursuit Janicke, selon un sondage de 2004, 8,4 % de la population disent appartenir à une organisation écologiste. C'est autant que les syndicats."

"Nouvelles opportunités pour les citoyens"

L'une des pionnières de cette évolution fut la petite ville d'Ostriz, 3000 habitants, en Saxe, dans l'ancienne Allemagne de l'Est, qui a redémarré un vieux barrage désaffecté sur le fleuve Neisse et se fournit désormais presque entièrement à 100 % en énergie verte.

En 2007, la compagnie électrique municipale d'une ville bien plus grande, Kassel (Cassel), 200000 habitants, a abandonné son contrat avec Eon, alimenté à partir de charbon et de nucléaire, pour le suédois Vattenfall, distributeur d'énergie renouvelables. En 2009, la production à partir de biomasse (chauffage au bois essentiellement) en Bavière a atteint 5,2 % de la production totale d'énergie. Dans la région de Harz, à l'est de l'Allemagne, le projet RegModHarz ambitionne de fournir 250000 personnes en courant produit localement à parti d'éolien, solaire, hydro et biomasse. Sa principale innovation repose sur un système d'usine "virtuelle" permettant de stocker le surplus. Le centre névralgique de cette expérimentation est la petite ville de Dardesheim, 1000 habitants, qui réussit à produire 50 millions de kWh d'énergie renouvelable, soit 40 fois la quantité qu'elle consomme. Les habitants investissent dans les parcs éoliens. Un gros festival de rock s'y tient l'été. Ils ont reçu la visite d'une délégation indienne.

Dans la Forêt-Noire, la commune de Freiamt, qui regroupe 4300 personnes de différents villages, aux activités essentiellement agricoles, est sur la voie de devenir auto-suffisante en énergie, grâce à la combinaison d'éoliennes, de panneaux photovoltaïques, d'hydro et de biomasse, au point de parvenir à en faire une lucrative activité de vente à des clients extérieurs. Et il y a l'expérience de la "Kombikraftwerk de Kassel" qui entend prouver que l'Allemagne pourrait satisfaire tous ses besoins par les renouvelables (www.kombikraftwerk.de).

Ce mouvement de réappropriation collective de l'énergie bute pourtant sur un gros obstacle : la hausse des prix. Les tarifs de l'électricité ont augmenté de 60 % en Allemagne depuis dix ans. "Les compagnies ont la liberté de fixer les prix qu'elles veulent, explique Lutz Mez, le résultat, c'est qu'ils ont augmenté pour les consommateurs mais pas pour les entreprises. C'est le contraire de ce que voulait l'Union européenne. Les quatre "grands" ont fait 20 milliards d'euros de profits cumulés l'année dernière."

Cet alourdissement phénoménal de la facture d'électricité des Allemands incite d'autant plus à prendre des mesures d'économie d'énergie. Le gouvernement allemand vient d'abaisser les tarifs de

rachat dans le solaire. Les coûts de production se sont tellement effondrés (et donc la rentabilité a progressé à proportion) que même le BEE, la fédération des énergies renouvelables, s'en réjouit... "Nous ne voulons pas être une industrie subventionnée ad vitam æternam. Nous voulons la meilleure technologie, la moins chère possible", explique Daniel Kluge, porte-parole du BEE. A la demande d'Angela Merkel, la commission d'éthique sur l'approvisionnement énergétique, où figurent des sommités intellectuelles comme le sociologue Ulrich Beck, a rendu un rapport sur le tournant énergétique allemand en mai. Il conclut sur l'idée que "la sortie du nucléaire est un défi extraordinaire, et une source de nouvelles opportunités pour les citoyens pour participer à la prise de décision de façon décentralisée".

Dans l'Allemagne de l'après-Fukushima, les discours de l'entrepreneuriat écologique et de la démocratie participative se mêlent dans un mélange troublant pour les oreilles françaises. En se focalisant sur la défense du service public de l'énergie depuis dix ans, la gauche française a délaissé la réflexion sur la décentralisation de son réseau d'électricité, son ouverture aux acteurs locaux et aux préoccupations écologiques. Elle n'a pas vu les perspectives démocratiques qu'ouvraient, chez son voisin allemand, les esquisses de décentralisation des moyens de production et de distribution du courant. Ce serait un formidable débat à lancer dans la campagne présidentielle française de 2012.

Jade Lindgaard

Publié le 25 octobre 2011 par Médiapart,
www.mediapart.fr